



“Que les Palestiniens sachent qu'ils sont nos frères !”

Entre les Réunionnais et les Palestiniens en lutte contre la colonisation de leur pays, une solidarité s'est créée pour revendiquer la fin d'un régime d'oppression qui conduit deux peuples à s'entredéchirer.

Cette initiative s'inscrivait dans une campagne mondiale contre la décision du gouvernement de l'État d'Israël d'annexer la Cisjordanie.

Au cours de ce rassemblement, les interventions ont montré que la cause du peuple palestinien dépasse les clivages politiques et les différences de religion à La Réunion. C'est le signe d'une solidarité à laquelle le PCR a apporté sa contribution.

Lors de sa création en 1959, le PCR a pour objectif de libérer le peuple réunionnais du joug colonial qui persiste 13 ans après l'abolition de ce régime. Au moment de la création du PCR, le monde connaît sa grande vague de décolonisation. Les communistes réunionnais ont alors aussitôt réaffirmé leur solidarité avec les peuples en lutte. Les feux des projecteurs étaient alors tournés vers l'Algérie puis le Vietnam.

Roland Robert rencontre Yasser Arafat en Palestine

Mais à contre-courant de ce mouvement, un peuple subissait la colonisation de son pays. La Palestine était devenue une colonie de peuplement pour des émigrés essentiellement d'origine occidentale. Le PCR prit naturellement parti pour la cause palestinienne.

Un des actes majeurs de cette solidarité fut la rencontre entre Roland Robert alors maire de La Possession et Yasser

(suite à la page 2)

OPINIONS

Daniella SCHUSSLER
“ Que les Palestiniens sachent qu'ils sont nos frères ”

Omar ISSOP-BANIAN
“ Les déchirements de l'Humanité (...) sont une offense permanente à Dieu.. ”

Farouk ISSOP
“ À partir de quand pouvons-nous utiliser les mots « Crime de guerre » ? ” p. 3 à 5

AN PLIS KE SA

Sahara Occidental
Sahraouis, dernier peuple colonisé en Afrique

Cuba
Depuis 58 ans, Cuba survit à une guerre qui ne dit pas son nom

Chagos
Un peuple pacifique sacrifié pour pouvoir faire la guerre p. 6 à 8

Édito

“ Stoppez la colonisation de la Palestine ! ”



Julie Pontalba

Présidente du Mouvement
Réunionnais pour la Paix
mrpourelapaix@gmail.com

Le Mouvement Réunionnais pour la Paix a organisé une manifestation mercredi 1^{er} Juillet 2020 sur le thème « Stoppez la colonisation de la Palestine ».

Dès qu'il fut connu, le projet d'annexion de la Cisjordanie par Israël souleva une grande indignation dans le monde entier. Le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est réuni le 24 juin 2020 pour condamner cette annexion. Seuls les Etats Unis ont voté contre la résolution. Les protagonistes israéliens ont décidé de reculer la date fatidique mais pas de supprimer l'objectif.

Notre manifestation s'est inscrit dans ce contexte fragile et rejoint le mouvement de protestation dans le monde entier, en soutien à la cause Palestinienne, c'est à dire la liberté de pouvoir vivre en Paix dans un Etat reconnu et souverain.

Ce contexte est aussi marqué par un autre élément. Le 11 juin 2020, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a donné tort à la France d'avoir condamné des manifestants français qui appelaient à boycotter les produits israéliens. Il ya dix ans, des manifestants distribuaient un tract qui disait : « Acheter les produits importés d'Israel, c'est légitimer les crimes à Gaza, c'est approuver la politique menée par le gouvernement israélien ». La CEDH a considéré que « les actions et les propos reprochés aux requérants concernaient un sujet d'intérêt général, celui du respect du droit international public par l'Etat d'Israël et de la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, et s'inscrivaient dans un débat contemporain, ouvert en France comme dans toute la communauté internationale. » La Cour précise qu'il s'agit d'une « expression politique et militante ».

Notre manifestation a conclu à relancer une campagne de boycott de produits israéliens, comme support pédagogique à la prise de conscience de la cause du peuple Palestinien.

(suite de la Une)

Arafat, dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). En 2002, Roland Robert faisait partie d'une délégation des Cités-Unies qui fit une mission en Israël et dans les Territoires occupés. Il put alors décrire les inégalités entre Israéliens ayant un niveau de vie comparable à celui des Européens, et les Palestiniens devant se contenter de 2 dollars par jour en moyenne.

La rencontre entre Roland Robert et Yasser Arafat eut lieu le 9 mars 2002, au lendemain de la journée la plus meurtrière depuis 20 ans dans le pays : 53 morts et 150 blessés. Après avoir mis deux heures pour faire 30 kilomètres et traversé plusieurs barrages de l'armée israélienne, Roland Robert fut accueilli à Ramallah, dans la résidence du président de l'Autorité palestinienne mise en état de siège par l'armée d'occupation : «Il nous a dit qu'on lui avait interdit le même jour de rencontrer une délégation israélienne et une autre, américaine, et il a expliqué les opérations israéliennes en cours en les désignant du nom de "Enfer-boule de neige" », expliqua Roland Robert.

Un des vestiges de la colonisation

Un autre événement marquant fut le rassemblement contre les massacres perpétrés par l'armée israélienne à Gaza en 2014. Ce fut l'occasion pour Paul Vergès

de souligner la responsabilité des puissances occidentales dans la crise, et d'appeler à l'action dans la perspective d'une visite prochaine du président de la République : « Dans une quinzaine de jours nous allons avoir à La Réunion la visite d'un président complice de ce qui se passe à Gaza. J'appelle les associations organisatrices, les parlementaires, tous les élus, à lui adresser un courrier pour exiger que la France intervienne concrètement afin de faire cesser le massacre à Gaza », a-t-il déclaré. Il a aussi réclamé « le boycott immédiat de tous les produits en provenance d'Israël ».

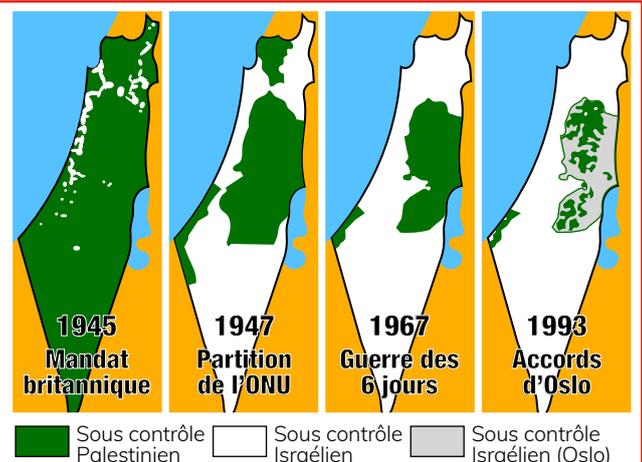
Ce fut encore à la suite d'une nouvelle opération meurtrière de l'armée israélienne qu'eut lieu un rassemblement le 2 juin 2018 en présence d'Olivier Bancoult, dirigeant du Groupe Réfugiés Chagos. Cette manifestation visait également à soutenir le combat des Chagossiens, victimes de la colonisation de leur pays avec interdiction d'y vivre. Elle déboucha sur la création du Mouvement Réunionnais pour la Paix.

Alors que la puissance militaire d'Israël continue de dicter sa loi en Palestine, la solidarité des Réunionnais avec les Palestiniens s'inscrit dans une lutte mondiale pour faire tomber un des derniers vestiges de la colonisation. Et comme en Afrique du Sud, cette cause ne pourra que triompher.

M.M.

Les territoires Palestinien et Israélien de 1945 à nos jours

Depuis que l'ONU a privé les Palestiniens d'une partie de leurs terres pour installer un État juif, les Israéliens n'ont cessé de s'étendre, de coloniser et d'annexer la Palestine.





Le monde d'aujourd'hui est en mal de conscience. Nous courrons après la croissance, nous courrons après le temps. Mais avançons-nous en conscience ? Les hommes ont régi le droit pour vivre ensemble. Mais partout, la notion même de droit est en train de disparaître. Pourtant, quel avenir pouvons-nous espérer dans un monde où le droit reste un concept intellectuel de moins de moins appliqué dans la réalité ? Cela fait plus de 30 ans que les Palestiniens sont en zone de non droit. Comment peut-on revendiquer une terre quand des habitants s'y trouvent déjà et qu'on ne veut pas se mélanger à eux ? Cette terre a été partagée pour que deux peuples puissent cohabiter. Mais cela n'a pas fonctionné. Comment avons-nous pu laisser la situation se dégrader ? Comment est-ce possible que les outils de droit, la cour pénale internationale ou encore l'ONU ont-ils pu laisser faire ? Est-ce que cela veut dire que certains sont au-dessus des lois ? La réponse est oui apparemment. Mais alors, comment pouvons-nous continuer à accepter cette mascarade si au final c'est la loi du plus fort qui l'emporte.

Nous sommes forcés aujourd'hui de réagir car qui ne dit mot consent. Et nous ne pouvons pas consentir à l'inacceptable. Il est donc inacceptable de maintenir un peuple dans une prison à ciel ouvert. Un peuple qui perd sa terre de jour en jour pour satisfaire la soif d'une entité dont la légitimité est à prouver.

La colonisation israélienne bafoue de plein fouet le droit universel de l'autodétermination, le droit à la dignité humaine et tous les droits fondamentaux qui permettent à une société digne de ce nom d'exister.

Les Palestiniens sont dans la survie, traumatisés, martyrisés, massacrés. Et nous sommes dans un désarroi

face à cette réalité qui dure depuis plus de 30 ans. C'est évidemment important que nous nous mobilisions aujourd'hui mais cela ne suffit pas.

Il faut que les responsables, la communauté internationale et les instances de droit telle que la cour pénale internationale, mettent en œuvre des actions concrètes pour ramener la paix dans une région du monde où la dignité humaine n'existe pas. La société civile n'a de cesse de se mobiliser mais elle est réprimée et méprisée, même en France qui à ce jour pour moi n'est plus le pays des droits de l'homme. Si malgré tous nos efforts, rien n'est fait par les instances responsables de la stabilité du monde, que les Palestiniens sachent qu'ils sont nos frères. Et même si nos actions ne portent pas ses fruits et que nous nous sentons impuissants, qu'ils entendent que nous les portons dans nos cœurs. Car ce qu'il se passe au niveau du cœur est éternel et inébranlable et que sa force est incommensurable en comparaison aux droits de l'homme bafoués chaque jour, à cause des égos qui ont oublié le vrai sens de la vie : aimer les autres. Mais pour cela, encore faut-il s'aimer soi-même, ce qui n'est pas gagner, pour les acteurs sur la scène internationale qui confondent l'être et l'avoir. Or, l'expérience ici-bas réside dans l'être. Les Palestiniens sont dans l'être, ils sont donc éternels. Que la paix soit sur eux pour toutes les générations.

Et comme disait tout à l'heure Julie, il nous reste quand même une action pacifique, celui de boycotter les produits qui sont produits sur dans les colonies. On ne va pas prendre les armes, on va choisir la paix, donc on peut choisir des actes pacifiques, le boycott. Je ne vois pas d'autre solution pour l'instant et garder nos frères dans nos cœurs. Merci. ■



André ORAISON,
Professeur de droit public international et membre du Comité de solidarité Chagos La Réunion

Monsieur Oraison a rappelé que le plan de l'ONU prévoyait la création d'un Etat palestinien et d'un Etat israélien au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Mais après la guerre de 1947, le nouvel Etat d'Israël comprenait déjà des terres revenant à l'Etat palestinien. Puis en 1967, Israël a occupé la totalité de la Cisjordanie et Jérusalem en faisant de cette ville la capitale de son Etat. Puis en construisant un mur, Israël s'est accaparé 10 % de la Cisjordanie. Tout cela est contraire à toutes les résolutions votées par l'ONU qui demande la création de 2 Etats. Quand un Etat persiste à mépriser les résolutions de l'ONU, l'ONU entre en guerre comme en 1990 en Irak. Mais, en ce qui concerne Israël, les Etats-Unis bloquent toute initiative en raison de leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, et Donald Trump pousse à l'annexion.



Julien BADDOUR,
Syrien,
Maître de Conférence
Universitaire, Économiste,

Monsieur Baddour rappelle que le projet d'annexion fait partie d'un mouvement incluant toute la région. Ce sont les guerres en Irak et en Syrie. « Depuis la création d'Israël cette région n'a pas connu la paix. Le peuple palestinien est pacifique, a accepté le plan Oslo », dit-il en substance. « Il est temps que cette barbarie s'arrête et qu'émerge un nouvel ordre mondial. Ce modèle est terminé », conclut-il.

MESSAGE DUFONT POLISARIO

(...)Nous suivons avec attention les luttes des tous les peuples pour la liberté tel que les Chagossiens qui se trouvent toujours privés de leur terre et de leurs droits et qui souffrent d'injustice sous diverses formes. Nous exprimons notre engagement à vos côtés et nous appelons (...) à soutenir votre action de solidarité et de soutien politique jusqu'à une véritable et libre auto-détermination [des] peuples,



Omar ISSOP-BANIAN,
Secrétaire du Groupe de Dialogue Inter-Religieux

“ **Les déchirements de l’Humanité, la destruction de la planète, ne sont pas dignes des hommes et sont une offense permanente à Dieu. Le temps est donc venu de rechercher la Paix pour construire réellement un monde fraternel, partout, ici et maintenant.** ”

Je remercie le Mouvement Réunionnais pour la Paix de cette initiative et d’y associer le GDIR. Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur ce sujet brûlant et en même temps ultrasensible et tellement emblématique et primordial pour la Paix dans cette région du monde qui, si l’Humanité y parvenait enfin, ruissellerait sur les politiques multilatérales et apaiserait les relations internationales.

Je voudrais par conséquent dire notre sidération après plus de 70 ans, sur ce que nous pouvons appeler l’une des plus grandes injustices de l’histoire moderne. Sidération mais surtout interrogation : pourquoi l’ONU ne parvient-elle pas à une solution juste, équitable, équilibrée, réparatrice et humaine, face à un contexte qui va devenir de plus en plus inextricable ? Sans considérer la question des religions monothéistes qui toutes ont un droit sur Jérusalem, celle de coexister de façon respectueuse, pacifique et dans un même élan d’amour vers Dieu, à regarder de plus près il ne s’agit pas de guerres de religions, mais bien de posture politique internationale incapable de faire régner l’ordre et les résolutions.

Alors que faire ?

Au GDIR -de par notre diversité religieuse et nos diverses sensibilités- NOUS AGISSONS EN ARTISANS DE PAIX, nous sommes convaincus que les vrais enseignements des religions invitent à demeurer ancrés dans les valeurs de la paix, à soutenir les valeurs de la connaissance réciproque, de la fraternité humaine et de la coexistence commune, à rétablir la sagesse, la justice, la vérité et la liberté.

En effet, en Israël et en Palestine, une voie originale est obligatoire maintenant pour la survie même des

deux peuples, qui après tout sont des cousins abrahamiques. Cette autre voie passe par l’écoute et la compréhension de l’autre.

A ce sujet, je voudrais citer ici deux références pour un tel projet, d’abord, Laurent Klein, essayiste, qui en mai 2009 avait déclaré dans le journal Le Monde :

« Deux options s’offrent aux croyants :

- s’appuyer sur les textes sacrés et revendiquer la possession de la terre, de toute la terre d’Israël ou de Palestine. Nous savons quels dégâts cela entraîne,
- ou bien, s’appuyer sur ces mêmes textes et défendre le respect du droit, rechercher la justice, protéger le faible et œuvrer à la réparation du monde. La Terre Sainte est aimée par deux peuples, qui veulent y vivre en paix et en sécurité. Paix et sécurité ne sont pas des termes anodins pour les membres de ces deux nations. C’est par une éducation à l’écoute de l’autre, une compréhension approfondie de ses craintes et de ses espoirs, en référence à nos textes les plus chers, que nous pouvons demander à nos jeunes de suivre l’exemple d’Abraham : rechercher Tsèdaqa ou-Michpath, Équité et Justice. C’est ainsi que nous pourrions contribuer à réparer l’injustice faite aux Palestiniens sans entraîner de nouvelles injustices pour le peuple Juif ».

Ensuite, une autre déclaration d’importance, l’appel du 8 avril 2019, du pape François et de Mohamed VI, roi du Maroc, en faveur de Jérusalem, qui reconnaissant l’unicité et la sacralité de Jérusalem / Al Quds acharif et ayant à cœur sa signification spirituelle et sa vocation particulière de Ville de la Paix », ont déclaré :

« Nous pensons important de préserver la Ville sainte de Jérusalem / Al Quds acharif comme patrimoine commun de l’humanité et, par-dessus tout pour les fidèles des trois religions monothéistes, comme lieu de rencontre et symbole de coexistence pacifique, où se cultivent le respect réciproque et le dialogue. Dans ce but, doivent être conservés et promus le caractère spécifique multi-religieux, la dimension spirituelle et l’identité culturelle particulière de Jérusalem / Al Quds acharif. Nous souhaitons, par conséquent, que dans la Ville sainte soient pleinement garantis la pleine liberté d’accès aux fidèles des trois religions monothéistes et le droit de chacune d’y exercer son propre culte, de sorte qu’à Jérusalem / Al Quds Acharif s’élève, de la part de leurs fidèles, la prière à Dieu, Créateur de tous, pour un avenir de paix et de fraternité sur la terre ».

Le pape a par ailleurs déclaré :

« Il me semble que la Cité Sainte représente un patrimoine vraiment sacré pour tous les fidèles des trois grandes religions monothéistes et pour le monde entier, et au premier chef pour les populations qui vivent sur son territoire. Il faudrait trouver là l’élan nouveau, l’approche nouvelle qui permettraient, loin d’accentuer la division, de traduire en actes une fraternité beaucoup plus fondamentale, et de parvenir, Dieu aidant, à une solution originale peut-être, mais prochaine, définitive, garantie et respectueuse des droits de tous. Puissions-nous voir ce vœu enfin réalisé ! Je ne peux taire ma profonde inquiétude pour la situation qui s’est créée ces derniers jours autour de Jérusalem, j’adresse un appel vibrant pour que tous s’engagent à respecter le statu quo de la ville, en conformité avec les résolutions pertinentes de l’ONU, Jérusalem est une ville unique, sacrée pour les juifs, les chrétiens et les musulmans, qui y vénèrent les Lieux saints de leurs religion respectives, et elle a une vocation spéciale pour la paix ».

Je termine, en rappelant que les déchirements de l’Humanité, la destruction de la planète, ne sont pas dignes des hommes et sont une offense permanente à Dieu. Le temps est donc venu de rechercher la Paix pour construire réellement un monde fraternel, partout, ici et maintenant. ■



Farouk ISSOP, Conférencier, Sciences
Philosophiques, Littérature et poésie persane

“ À partir de quand pouvons-nous utiliser les mots « Crime de guerre » ? ”

Combien de vies doivent être déchiquetées dans les décombres de la colonisation israélienne avant que nous rejetions la formule obscène « dommages collatéraux » et que nous commencions à parler de poursuites pour “crimes contre l’humanité” ?

Dans notre quotidien, dans notre paix sociale, dans notre vivre ensemble, dans nos petits comforts, dans notre sécurité, dans nos lois, dans nos droits, dans nos libertés comme dans nos vies, combien de temps encore ?

Combien de temps encore allons nous accepter la barbarie israélienne ?

Combien de temps encore allons nous normaliser l’idée que la vie, le sang, la dignité d’un être a moins de valeur que celui d’un autre ? Ce racisme institué, cette discrimination imposée, ces injustices répétées, cette colonisation concertées, sont au fondement des missions colonisatrices comme des régimes d’apartheid.

Ils nourrissent le projet sioniste à son origine et voilà qu’il se répand et influe sur les politiques et les grands médias.

Comme tout projet à vocation coloniale : ils ont l’argent qui achète nos silences, et la complicité de certains gouvernements arabes.

On joue sur les mots pour tromper le monde, on maquille un génocide en une guerre.

On maquille une légitime résistance en du terrorisme.

On maquille une brutale colonisation en guerre de religions et/ou de races.

On cherche à maquiller l’anti-sionisme en de l’antisémitisme.

On manipule la paix en des résolutions, jamais appliquées. Résolutions qui d’ailleurs ne changent

absolument rien sur le terrain, Israël continue sa colonisation et le génocide du peuple palestinien.

Et d’ailleurs que signifient ces résolutions pour le colonisé, si ce n’est une des expressions les plus manifestes de nos hypocrisies.

“De combien de temps l’Etat d’Israël a-t-il besoin pour terminer le travail ?” disait l’autre. Terminer le travail ? Tuer des innocents, saccager un pays ?

À l’aune des images qui nous parviennent tous les jours quant aux conséquences meurtrières de « ce travail à finir », les propos de Sarkozy, président de la République française alors, sont bien plus choquants que les formules voyous ou racailles...

Quelle honte !

Au final, l’entité connue sous l’appellation Israël continue le génocide de tout un peuple et le silence assourdissant de la communauté internationale.

D’ailleurs à quoi peut-il bien servir de condamner le silence de la communauté internationale face à l’oppression continue du peuple palestinien.

À quoi cela peut-il bien servir ?

Peut-être à se donner le droit, au nom de la cohérence, de faire silence quand les puissants de ce monde s’agiteront pour faire « condamner » les conséquences de leur silence.

On nous a trompés, on continue à le faire.

On nous manipule, on continue à le faire : certains médias sont devenus experts.

On déboulonne des pierres sans penser à déboulonner la conscience des hommes.

On nous avait dessiné la paix comme on peint un espoir, voire un idéal.

On nous a dessiné une paix sans inclure la notion de justice, une paix au rabais, une paix sans cœur, une paix sans justice, la paix des bisounours.

Desmond Tutu disait que si tu es neutre en situation d’injustice, alors tu as choisi le camp de l’opresseur.

Les crimes caractérisés d’Israël sont révélateurs des postures d’esprit que certains ont adoptés, et ils n’ont aucune honte à les exprimer.

Jusqu’à quand accepterons-nous les horreurs perpétrées par des gouvernements successifs sans dignité et sans éthique ?

On essaie encore de nous faire croire que l’armée israélienne agit à chaque génocide en état de légitime défense, sur une terre qu’elle colonise un peu plus chaque jour, de qui se moque-t-on ?

Le peuple palestinien vit sous un siège qui l’affame, le gouvernement israélien n’hésite pas à tuer des membres de la mission non violente qui vient exprimer sa solidarité et apporter des vivres et des médicaments.

C’est intolérable, et révoltant, et cela ne peut durer. Il faut le dire, le faire entendre et se faire entendre. Personne ne peut se cacher derrière l’ignorance et les faux semblants.

Israël est une entité coloniale et criminelle qui expose ouvertement son racisme, l’immoralité de ses choix politiques et militaires et qui se moque de la communauté internationale et de sa conscience.

Il importe de dire avec force et détermination que cette colonisation israélienne qui dure depuis plus de 70 ans est indigne, ignoble, inhumaine, illégitime, et qu’elle est une preuve que la cause des opprimés palestiniens est juste et digne.

Que ce faisant, elle est notre cause, elle est la cause de tous les réunionnais habités par la soif de justice et de paix.

J’aimerais conclure en vous disant que notre engagement et notre soutien, dans nos cœurs et nos esprits, ne doivent pas se traduire comme des actes de charité mais des revendications de justice.

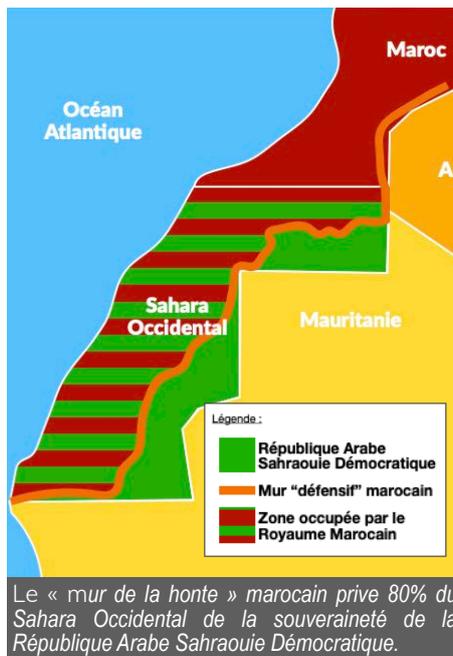
Il n’est pas question de s’agenouiller pour reconforter le mendiant, ses besoins et ses larmes mais de se lever pour confronter politiquement l’opresseur, ses mensonges et ses armes.

Nous ne sommes pas seuls et tant d’autres consciences sont amies de ce même combat, de cette même résistance. Nous avons besoin de toutes les intelligences, c’est une affaire de cœur. ■

SAHARA OCCIDENTAL

Sahraouis, dernier peuple colonisé en Afrique

Après la colonisation espagnole et la guerre contre la Mauritanie, les Sahraouis subissent l'occupation marocaine.



Les Sahraouis sont le peuple du Sahara Occidental. En 1973, ils créent le **Front Polisario**, une organisation politique et militaire destinée à les libérer de la colonisation des Espagnols. Au départ de ces derniers, en 1976, le Polisario s'oppose à l'annexion du Sahara Occidental par ses deux voisins (la Mauritanie et le Maroc) et fonde la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD).

Après les Espagnols, les Sahraouis subissent l'occupation marocaine

En 1979, la Mauritanie, malgré le support militaire de la France, cède et reconnaît le RASD. Mais le territoire ainsi libéré est de nouveau occupé par le Maroc. Ce dernier érige, grâce à l'aide des experts israéliens, un "mur défensif" (de palissades, de champs de mines et de bunkers) de 2720 km. Une "frontière de facto" qui place 80% du Sahara Occidental sous contrôle marocain. Le mur sert surtout de couverture pour l'état de siège et le black-out médiatique dans les zones occupées du Sahara occidental, la répression contre les Sahraouis, l'implantation des colons marocains et le pillage des ressources naturelles du Sahara Occidental, qui est devenu une grande prison isolée du monde extérieure. En 1991, après 16 ans de guerre, un plan de paix UA-ONU a été signé par les parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, sur la base de l'organisation d'un référendum d'autodétermination et pour cela, l'ONU a créé la Mission des Nations Unies pour le Référendum au Sahara Occidental (MINURSO).

Privés de référendum depuis 30 ans. A qui profite le statut quo ?

Actuellement le référendum est toujours lettre morte à cause de l'obstruction du Maroc qui s'est opposé à la liste provisoire des électeurs présentée par la commission d'identification de la MINURSO en 2000. En 2016, le Maroc a expulsé des fonctionnaires de la MINURSO après que le Secrétaire Général de l'ONU, en visite au Sahara Occidental, ait qualifié la situation "d'occupation". Le Maroc continue son intransigeance et son reniement de ses engagements internationaux, encouragé par la complicité de l'Espagne et le soutien de la France au conseil de sécurité.

Toutes ces volte-face et agissements commis par la monarchie Marocaine passent malheureusement sous le silence des instances onusiennes. Les Sahraouis et le Front Polisario qui se sont investis avec sagesse dans une coopération totale avec l'ONU et sa mission en place, commencent à penser que la MINURSO se transforme d'une mission internationale visant à la décolonisation du Sahara Occidental comme dernière colonie en Afrique, en un parapluie pour protéger et légaliser l'occupation marocaine.

La MINURSO doit aller jusqu'au bout de sa mission de décolonisation

À ce jour, la RASD est reconnue par une cinquantaine d'États dont l'Afrique du Sud et l'Algérie ; elle est membre de l'Union Africaine mais pas de la Ligue Arabe, pro-Maroc. Elle n'est pas reconnue non plus par l'Union Européenne ni par aucun de ses membres, toutefois, une décision de la Cour de Justice Européenne a exclu le Sahara Occidental du périmètre de souveraineté marocain.

A l'inverse, aucun état membre de l'ONU n'a formellement reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental.

Enfin, notons qu'Amnesty International et Reporter Sans Frontières alertent régulièrement des exactions du Maroc en matière de liberté d'expression et de liberté de la presse envers les journalistes Sahraouis ou, plus généralement, dès des reporters s'intéressent aux affaires du Sahara Occidental.



En octobre dernier, la Conférence Idéologique Internationale célébrant les 60 ans du Parti Communiste Réunionnais a rappelé l'identité internationaliste du PCR et sa solidarité envers les peuples en lutte pour leur liberté et leur souveraineté. La déclaration finale internationale statuait :

« Après trois jours de discussions et de débats animés avec des partis communistes fraternels de diverses régions du monde, nous décidons (...) de continuer à promouvoir et à donner aux luttes des Chagos, de la Palestine, de Cuba et du Polisario tout le soutien moral et politique que nous pouvons (...) ».

À l'occasion de ce numéro spécial concernant la Palestine, nous vous proposons ci-après 3 articles présentant succinctement les luttes de chacun de ces peuples.

Philippe YÉE-CHONG-TCHI-KAN
Délégué du CCPCR (IX^e Congrès) au Dialogue International, en charge de la Conférence Idéologique Internationale
philippe.yctk@pccr

rédigé avec l'aimable participation du
Front Polisario, Bureau de Paris
shdisporafr@gmail.com

CUBA

Depuis 58 ans, Cuba survit à une guerre qui ne dit pas son nom

Depuis la pandémie Covid-19, l'embargo contre Cuba est encore plus cruel. C'est un crime contre l'humanité.

Les USA n'ont jamais digéré qu'un peuple, si proche de chez eux, puisse résister à leur influence et choisir la voie du communisme.

En 1960, Lester D. Mallory, sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires interaméricaines reconnaissait que « la majorité des Cubains soutenait Castro » ; aussi, convenait-il de provoquer « le désenchantement et le découragement [par] l'insatisfaction et les difficultés économiques, la faim, [pour obtenir] le renversement du gouvernement ».

Ainsi débutaient les sanctions économiques, qui vont s'amplifier jusqu'à devenir l'embargo que l'on connaît aujourd'hui.

Un an après, 1 500 mercenaires financés par la CIA débarquent à la Baie des Cochons. L'invasion est repoussée en moins de 72h et la tentative de coup d'état échoue lamentablement, signant un échec parmi les plus humiliants de l'histoire des USA.

Au grand damne US, le régime et le peuple cubains ont également trouvé les ressources économiques pour résister au blocus. Notamment grâce au soutien financier de l'Union Soviétique.

Avec la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS, les USA pensent pouvoir porter l'estocade.



« Notre pays ne lance pas de bombe contre d'autres peuples. Il n'envoie pas de milliers d'avions bombardier des villes. Notre pays ne possède pas de bombe nucléaire, ni d'armes chimiques, ni d'armes biologiques. Les dizaines de milliers de scientifiques que comptent notre pays, ses médecins, ont été formés pour aider et sauver des vies. Vive la Fraternité entre les Peuples ! Vive l'Humanité ! Hasta la Victoria Siempre ! »
Fidel Castro, Président Cubain, en 2003 à Buenos Aires en Argentine.

George Bush ordonne l'extraterritorialité des sanctions accompagnant l'embargo contre Cuba : les navires qui livrent Cuba sont dès lors interdits d'entrée aux USA (même si la compagnie n'est ni américaine, ni cubaine). C'est totalement interdit par le droit international (mais ils l'ont fait souvent depuis, contre l'Iran, par exemple). Conséquence : les rares importations qui n'étaient pas soumises à embargo deviennent beaucoup plus chères car Cuba doit se faire livrer par bateau spécial. Dans les faits, il s'agit d'une extension de l'embargo.

Ni les opérations militaires, ni la guerre économique n'ont entamé la révolution cubaine

Mais rien n'y fait, les Cubains sont coriaces et ne flanchent pas. Bill Clinton fait alors voter la fumiste loi Helms-Burton qui menace les « partenaires américains » du feu états-unien s'ils entreprennent la moindre activité commerciale ou financière à Cuba.

Après le bâton, les USA agitent la carotte. En 1998, Bill Clinton déclare que « Cuba n'est plus une menace pour les États-Unis ». Entre renforcements de sanctions et ouvertures humanitaires, la politique états-unienne souffle le chaud et le froid. Obama lance à Castro « todos somos americanos ». Mais, personne

n'est dupe. Finalement, après un pas en avant, il fait deux pas en arrière lorsque les Cubains refusent les conditions impérialistes de sortie de l'embargo.

Malgré l'embargo qui aggrave la crise sanitaire à Cuba, les Cubains répondent toujours présents aux appels à l'aide internationale

Durant cette période, Cuba s'est développé. La culture et la fierté populaire viennent à bout des privations par la créativité et l'innovation insulaire. Par exemple, la canne à sucre sert à produire des tuyaux "PVC". Sur le plan social, l'illettrisme a disparu et tous les jeunes sortent de l'école diplômés. Le système de santé est un des plus performant au monde. La pharmacopée cubaine est venue à bout du diabète !

Et l'embargo n'a pas entravé la solidarité internationaliste cubaine. L'histoire retiendra que c'est grâce au soutien décisif Cuba que l'ANC pourra résister en Afrique du Sud. C'est aussi Cuba qui apportera le plus grand contingent de médecins pour endiguer Ebola en pleine crise en Afrique. Cuba a apporté son expertise de gestion de crise sanitaire à plusieurs pays, y compris occidentaux, depuis le début de la pandémie du Covid-19.

CHAGOS

Un peuple pacifique sacrifié pour pouvoir faire la guerre

Les Chagossiens ont été arrachés de leurs îles et abandonnés par les Britanniques pour que les USA installent une base militaire à Diego Garcia



Olivier Bancoult et Liseby Elysé qui a été honorée « Combattante de la Liberté » lors de la Conférence Idéologique Internationale des 60 ans du PCR, pour son témoignage à la Cour Internationale de Justice.

Les Chagossiens ont été arrachés de leurs îles natales de l'archipel des Chagos par la Grande Bretagne, pour permettre aux USA d'installer une base militaire à Diego Garcia. Les Chagossiens ont été littéralement abandonnés à l'île Maurice et aux Seychelles. Face leur détresse, le directeur de la prison seychelloise a accepté d'ouvrir des cellules pour qu'ils puissent dormir à leur arrivée ! Alors que chez eux ils vivaient, simplement mais confortablement, de pêche, d'élevage, de cultures et de récolte du coprah, désormais déracinés et sans ressources, ils vivront misérablement dans des bidonvilles, souvent en proie au désespoir, à l'alcoolisme, à la toxicomanie, à la prostitution...

Abandonnés, certains Chagossiens ont « la chance » de pouvoir dormir dans la prison

Au mépris des règles internationales (comme la France l'a fait avec Mayotte aux Comores), la Grande Bretagne a séparé les Chagos des îles Maurice et Rodrigues avant d'accorder à ces deux dernières l'indépendance, et de céder Diego Garcia aux USA (bail de 50 ans).

Les revendications de la communauté chagossienne pour un retour sur leur archipel s'organisent au début des années 1980s, sous l'impulsion courageuse des femmes chagossiennes. Ce qui poussera l'État britannique à leur donner une allocation (et un petit lopin de terre à

certains) pour faire cesser les manifestations (sitting, grèves de la faim...) en 1982. En 1983 le Groupe Réfugiés Chagos (GRC) est fondé par Olivier Bancoult et Lisette Talate.

“Tout être humain a le droit de vivre sur sa terre natale”

En 1998, la lutte prend un tournant juridique. Entre 2000 et 2008, la Haute Cour de Londres fait droit, par deux fois, aux Chagossiens de retourner chez eux (notamment contre un décret royal). Toutefois, la Chambre des Lords, statuant en dernière instance, considère que le litige est clos par les « indemnités de 1982 » et rejette toute possibilité de retour sur les îles. Le GRC porte alors l'affaire devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme, qui n'examine même pas le dossier au fond, au prétexte fallacieux de la « compensation financière pour solde de tout compte de 1982 ». Fin 2012, pressé par une pétition à se prononcer sur le sujet, la Maison Blanche s'aligne sur ces mêmes arguments.

3 ans avant la fin du bail des USA, un colloque international organisé par le GRC obtient un audit sur la réinstallation des Chagossiens. Le rapport conclut favorablement à la faisabilité de cette réinstallation. De fait, des milliers de personnes vivent et travaillent aux Chagos. Mais en septembre 2015, la Grande-Bretagne pose aux Chagossiens des conditions inacceptables à la

réinstallation (pas d'accès à la terre, droit de visite codifié comme en milieu carcéral...). À la grande manifestation des Chagossiens devant l'ambassade britannique à Port-Louis (Ile Maurice), on lit sur les pancartes : “Tout être humain a le droit de vivre sur sa terre natale”. 7 Prix Nobel de la Paix plaident la cause des Chagossiens auprès de Obama, qui ne semble pas opposé à leur retour sur les îles. Olivier Bancoult sera également reçu par le Pape François en mai 2017.

Mais, en 2016, le Royaume Uni renouvelle le bail des USA en confirmant l'exil des Chagossiens.

Des milliers de personnes vivent et travaillent aux Chagos, pas les Chagossiens

Le GRC change de stratégie juridique et, avec le soutien de la République Mauricienne qui réclame la souveraineté sur l'archipel au motif d'une “décolonisation inachevée”, porte le débat à l'ONU et à la Cour Internationale de Justice de la Haye (CIJ).

Validant l'avis du 25 février 2019 de la CIJ, la résolution de l'ONU du 22 mai 2019 confirme l'appartenance de l'archipel des Chagos à Maurice et exige du Royaume-Uni le retrait de son Administration avant fin novembre 2019. Ce que cette dernière a refusé de faire à ce jour.